

Bulletin d'histoire politique

Notre histoire politique...

Jean-Marie Fecteau



Volume 7, Number 1, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060280ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060280ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Fecteau, J.-M. (1998). Notre histoire politique.... *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 6-9. <https://doi.org/10.7202/1060280ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Notre histoire politique...

Après six ans d'existence, l'équipe du *Bulletin d'histoire politique* a senti le besoin de faire le point, de s'interroger, notamment, sur l'histoire politique que nous promouvons. En fait, le possessif employé dans le titre de cet éditorial est bien peu narcissique. Il marque simplement le tracé de nos attentes, d'une démarche de développement d'une histoire du politique dont nous aimerions être complices.

L'histoire à laquelle nous voulons laisser un espace d'expression est une histoire ancrée dans les valeurs fondamentales de la démocratie, de ce que l'on pourrait appeler une convivialité civique faite d'ouverture, de tolérance et de respect.

C'est une histoire critique, qui ne confond pas nos fragiles certitudes avec des dogmes, qui sait que l'on avance que par la saine confrontation des points de vue, que par la nécessaire remise en question des paresseuses évidences, des passifs consensus qui traversent toute culture. Nous voulons sortir des sentiers battus et du milieu académique trop souvent conformiste et sectaire.

C'est aussi une histoire qui ne craint pas le risque, voire l'audace, d'une réflexion neuve où la vigueur et la pertinence de l'hypothèse compense les carences provisoires de l'empirie. Sans rejeter les normes scientifiques de la preuve, dans le plein respect de l'éthique de la recherche, nous savons que la quête de vérité en histoire ne peut se réduire à un académisme dogmatique.

L'histoire que nous promouvons est une histoire ouverte, tant aux différents types d'analyse et d'interprétations qu'aux diverses formes d'expression disponibles (débat, article de fond, compte-rendu, note critique). Nous acceptons des textes tantôt à caractère plus empirique, tantôt plus théorique, tout en évitant l'écueil de l'illisibilité. Une histoire qui se donne pour mission d'explorer les frontières entre les disciplines comme entre les différents champs d'analyse historique. Nous voulons produire un périodique accessible et de qualité qui apporte du neuf tout en se situant quelque part entre la revue savante et celle qui vulgarise à outrance.

Cette histoire à laquelle nous voulons faire la place la plus large possible, c'est enfin celle du politique. Une histoire qui confronte cette dimension de

l'analyse des sociétés avec les autres secteurs du savoir historique¹: histoire sociale, histoire des sciences, histoire culturelle et religieuse peuvent ainsi être systématiquement analysés dans la perspective d'une histoire politique élargie.

Ce qui sous-tend nos efforts est la promotion d'une vision élargie du politique en histoire. De façon générale, la sphère politique est définie comme un espace de relations dont le point focal est l'État. Le couple État/politique, comme sphère relativement autonome des autres types de rapports sociaux, s'impose ici dans sa centralité, et impulse l'adoption d'une problématique définie en terme «input-output». Ainsi, on pourra s'interroger:

— sur les conditions de constitution ou de production du pouvoir politique (conception de «la» politique, comportement électoral, rôle des partis, etc.);

— sur le fonctionnement de ce pouvoir (dynamique des assemblées parlementaires, analyse du personnel politique, étude des structures bureaucratiques, enquêtes sur le discours de légitimation, etc.);

— sur les politiques adoptées et la dynamique globale des rapports État/citoyens en matière de reproduction sociale (analyse des conditions d'adoption des politiques, étude de leurs effets, rapports des citoyens à l'État, modes de régulation sociale, analyse de l'appareil répressif ou idéologique, etc.).

Pourtant, la centralité ainsi accordée à l'État, ou plus généralement aux institutions où se matérialise une partie du politique, a tendance à réduire arbitrairement les problématiques possibles dans une approche globale du politique.

Plus qu'une forme d'organisation et de production du pouvoir, le politique apparaît comme une dimension de l'existence en société, dimension qui tient autant aux conditions de la reproduction de la société qu'à l'institutionnalisation d'un pouvoir global de contraindre. En d'autres termes, une approche historique du politique qui se veut le moins possible compréhensive doit s'attacher à étudier les multiples formes d'apparition de la dimension politique dans un ensemble social. Au premier abord, on peut énumérer cinq de ces formes:

1. L'institutionnel est peut-être le mieux aisément cerné. Il s'agit d'un type spécifique de cristallisation des rapports de pouvoir permettant la mise en place d'institutions affectées à la reproduction d'ensemble de la société. L'État lui-même — y compris ses strates inférieures telle la municipalité — est la plus connue de ces institutions, mais on peut penser aussi à ces sphères institutionnelles relativement spécialisées que sont l'école, l'hôpital, l'asile, la prison, etc.

2. Le comportemental, de son côté, tiendrait aux différentes attitudes, aux multiples actions entreprises dans l'ordre politique: comportements élec-

toraux, mouvements de révolte contre l'ordre, attitudes quotidiennes face au pouvoir, etc.

3. Le symbolique/culturel s'attache aux multiples représentations du politique, aux idéologies du pouvoir, de l'ordre ou du destin de la société globale. Ces représentations peuvent se présenter comme constructions finies et cohérentes, ou adopter la forme plus diffuse du discours quotidien sur l'État, la politique, le pouvoir.

4. Le normatif permet d'approcher le problème des règles établies qui structurent institutions, comportements et représentations. La norme, qu'elle soit suivie ou transgressée, constitue ainsi l'horizon que se donne une formation sociale. Le droit, les coutumes, les usages et les règles non écrites sont donc au cœur de la reproduction — ou de la transgression — de l'ordre, une frontière au-delà de laquelle commencerait l'anti-politique, soit le chaos.

5. Le régulateur débouche sur l'analyse des mesures de redressement, de progrès ou de régression qui scandent l'évolution sociale et politique. Les conditions d'adoption et d'application de ces mesures permettent d'analyser le mouvement qui entraîne le destin politique des sociétés, mouvement qui bouleverse la norme et la force à se transformer. La régulation est ainsi comme l'envers de la norme, suivie ou transgressée, dans la mesure où elle permet de percevoir ses conditions de mutation.

Il nous semble donc nécessaire de saisir dans toute leur ampleur ces diverses formes de manifestation du politique dans l'espace social. D'autant plus que cet espace se transforme, et qu'une histoire politique prise au sérieux nous oblige aussi à repenser l'impact du temps dans la production et la reproduction du politique. Car l'histoire du politique nous oblige aussi à penser l'événement, comme rupture temporelle, comme brutal séparateur entre le désormais révolu et le possible avenir. L'histoire du politique impose que soient remis à l'ordre du jour des problèmes historiques la question de l'unique, du non répétable, voire de l'imprévisible en histoire, et le défi de leur interprétation scientifique. Que soit prise en compte l'immense importance, pour le destin des collectivités, du changement dans les champs d'expérience, du déplacement des horizons d'attente, bref des mutations de conjoncture qui font que parfois, et même souvent, dans l'histoire, continuer comme avant n'est plus possible, car l'avenir appréhendé nous impose de changer. Une histoire politique oblige, par sa logique analytique même, à repenser le temps et son impact sur les collectivités humaines.

Elle oblige aussi, forcément, à repolitiser l'histoire, à réinsérer dans la recherche historique la question du futur. L'histoire, du moins celle que nous connaissons et valorisons, a été inventée comme instrument de construction de l'avenir. L'empirisme ambiant, le positivisme rampant, ont rabattu cette

ambition fondamentale au niveau d'une simple production de savoir. Comme si la recherche de sens, et le terreau historique sans lequel elle ne peut se penser, pouvait se contenter de la description, même véridique, du révolu... L'histoire que nous voulons faire est aussi fondée sur la conviction qu'il est possible d'inventer l'avenir à la mesure de ce que nous trouvons désirable et que, comme dirait Koselleck, les horizons d'attente d'une société sont déterminés par son champ d'expérience. L'histoire est cette expérience, d'échec comme de réussite, d'espoir comme de désespérance, qui doit nous aider à réinventer des possibles à notre mesure.

Dans ce numéro

Dans ce numéro, nous vous présentons un dossier thématique sur les rébellions de 1837-1838 au Bas-Canada coordonné par Jean-Paul Bernard. Notre numéro régulier amorce une série d'échanges sur l'ouvrage controversé de Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec* (University of Toronto Press, 1997, 294 p.). Dans notre numéro précédent (*Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no. 3) Patrice Régimbald en a fait une excellente recension. Aujourd'hui nous présentons les réflexions suscitées par cet ouvrage, de spécialistes de l'histoire intellectuelle du Québec contemporain. Cet ouvrage, le premier consacré à l'historiographie franco-québécoise du XX^e siècle, sera traduit dès cet automne aux Éditions du Septentrion. L'équipe du *Bulletin d'histoire politique* organise une table ronde pour en débattre le 25 septembre prochain à l'UQAM en compagnie du professeur Rudin et de collègues de diverses universités dont Yvan Lamonde, Serge Gagnon, Pierre Savard, Micheline Dumont, Gilles Bourque et Jacques Beauchemin et Éric Bédard. Nous vous invitons à cette rencontre.

Jean-Marie Fecteau
Département d'histoire
UQAM

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le *Bulletin* répond ainsi à l'appel lancé par notre collègue Réal Bélanger: «Les cinquante prochaines années seront-elles celles des dialogues de sourds, des rendez-vous manqués, ou, plutôt, celles d'un réel progrès dans la confection d'une histoire enrichie?», «Pour un retour à l'histoire politique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no. 2, automne 1997, p. 241.